

Alain DEVERS
Maître de conférences à l'Université de Lyon (Lyon 3)
alaindevers@orange.fr

I. - TITRES UNIVERSITAIRES :

2008

Habilitation à Diriger des Recherches

Habilitation soutenue à Lyon le 15 décembre 2008

Jury : Mmes les Professeurs Méлина DOUCHY-OUDOT et Adeline GOUTTENOIRE ; MM. Les Professeurs Pierre MURAT et Hugues FULCHIRON ; M. le Professeur émérite Jacques FOYER.

Habilitation accordée à l'unanimité avec les félicitations.

2002

Doctorat en droit privé

Thèse sur le concubinage en droit international privé

Directeur de recherche : M. le Professeur Hugues FULCHIRON

Jury : Mmes les Professeurs Hélène GAUDEMET-TALLON et Jacqueline RUBELLIN-DEVICHI ; MM. les Professeurs Pierre-Yves GAUTIER et Hans Ulrich JESSURUN D'OLIVEIRA.

Mention très honorable, félicitations du jury à l'unanimité et proposition pour un prix de thèse et une subvention en vue de publication.

2^e Prix de Thèse *ex aequo* 2002-2003 du Centre français de droit comparé.

Prix de Thèse 2003 de l'Université de Lyon (Lyon 3).

1998

DEA de droit de la famille

Major (mention Très bien).

II. - FONCTIONS UNIVERSITAIRES :

Depuis 2003 : Maître de conférences à l'Université de Lyon (Lyon 3)

2002-2003 : Assistant à l'Université de Genève

2000-2002 : ATER à l'Université de Lyon (Lyon 3)

1998-2000 : Chargé de travaux dirigés à l'Université de Lyon (Lyon 3)

III. - FORMATION :

1997

Maîtrise Carrières judiciaires (Université de Lyon (Lyon 3))

1996

Licence de droit privé (Université de Lyon (Lyon 3))

1994

Deug de droit (Université de Lyon (Lyon 3))

1993

Baccalauréat Série C (Académie de Grenoble)

IV. – PUBLICATIONS

A. - EN DROIT INTERNATIONAL PRIVE :

1. - Ouvrages

2013

1. *Dalloz Action Droit de la famille 2014/2015*, P. MURAT (dir.), Dalloz, 5^e éd., 2013 : application du droit international privé au couple (chap. 521 à 526) et à l'enfant (chap. 532 à 535).

Recension : - à la Revue critique de droit international privé par S. CORNELOUP (Rev. crit. DIP 2014, p. 246)

2. *Travaux dirigés de droit international privé*, H. FULCHIRON, C. NOURISSAT, E. TREPPOZ et A. DEVERS (dir.), LexisNexis, 6^e éd., 2013.

3. *Droit européen du divorce. European Divorce Law*, S. CORNELOUP (dir.), LexisNexis, 2013.

2004

4. *Le concubinage en droit international privé*, H. FULCHIRON (préf.), LGDJ, 2004.

Recensions : - au Journal du droit international par H. GAUDEMET-TALLON (JDI 2004, p. 1049).

- à la Revue internationale de droit comparé par F. MONÉGER (RIDC 2005, p. 219).

- à la Revue critique de droit international privé par H. MUIR WATT (Rev. crit. DIP 2006, p. 255).

2. - Articles

2014

5. *La matière matrimoniale en quête de cohérence (du règlement Bruxelles II bis au règlement Rome III) :* Revue des affaires européennes 2014, n° 2, p. 319.

6. *Requiem pour la fraude à la loi ? :* Dr. & patrimoine 2014, n° 236, p. 52.

2013

7. *Les praticiens et le droit international privé européen de la famille :* Europe 2013, étude 9.

8. *La loi applicable aux effets patrimoniaux des partenariats enregistrés, in Droit patrimonial européen de la famille*, É. FONGARO (dir.), LexisNexis, 2013, p. 86.

2012

9. *Rome III : quelle loi applicable au divorce et à la séparation de corps ? :* JDE 2012, p. 273.

10. *Les frontières de l'Espace de Liberté, Sécurité et Justice en matière familiale* (avec H. BOSSE-PLATIÈRE), in *La dimension externe de l'Espace de Liberté, Sécurité et Justice au lendemain de Lisbonne et Stockholm : un bilan à mi-parcours ?*, éd. de l'Université de Bruxelles, 2012, p. 29.

11. *L'apport des droits européens à la lutte contre les enlèvements d'enfants, in Mineurs et droits européens*, C. GAUTIER, M. GAUTHIER ET A. GOUTTENOIRE (dir.), Pédone, 2012, p. 91.

12. *Choisir la loi applicable au divorce et à la séparation de corps en vertu du règlement « Rome III » :* Procédures 2012, alerte 34.

13. *Le nouveau droit européen du divorce. À propos du Règlement Rome III sur la loi applicable au divorce* (avec M. FARGE) : Dr. fam. 2012, étude 13.

14. *La Convention de La Haye de 1961 est morte, vive la Convention de La Haye de 1996 :* Gaz. Pal. 7 janv. 2012, n° 7, p. 8.

15. *Compétence internationale du juge français en présence de coemployeurs :* Dr. soc. 2012, p. 140.

16. *L'articulation des règlements européens (Bruxelles II bis et Rome III) et des conventions franco-marocaines (de 1957 et 1981) :* Dr. fam. 2012, étude. 1.

2010

17. *Plaidoyer pour une réforme de l'article 515-7-1 du Code civil, in Famille et Patrimoine*, coll. Axe Droit, Lamy, 2010, p. 315.

2009

18. *La circulation des statuts du couple dans l'espace européen*, in *Mariage-conjugalité, parenté-parentalité*, H. FULCHIRON (dir.), coll. *Thèmes & Commentaires*, Dalloz, 2009, p. 81.
19. *La loi applicable au régime patrimonial des partenaires enregistrés* : Dr. & Patrimoine 2009, n° 181, p. 77.

2008

20. *Le règlement Rome I et la loi applicable aux contrats individuels de travail* : *Revue Lamy Droit des affaires* 2008, n° 1758.
21. *La résidence alternée en droit international privé* : Dr. fam. 2008, étude 9.

2007

22. *Le notaire et la loi applicable au régime matrimonial* : Dr. & Patrimoine 2007, n° 160, p. 52.
23. *Actualité du droit communautaire et international de la famille* : Dr. fam. 2007, étude 7.

2006

24. *La loi n° 2006-728 du 23 juin 2006 portant réforme des successions et des libéralités : une occasion manquée ?* : D. 2006, tribune p. 1905.
25. *Le divorce d'époux marocains ou franco-marocains (Les conventions franco-marocaines face aux droits européen et communautaire)* : Dr. fam. 2006, étude 15.

2005

26. *L'articulation du règlement Bruxelles II bis et des autres règlements communautaires*, in *Le nouveau droit communautaire du divorce et de la responsabilité parentale*, H. FULCHIRON et C. NOURISSAT (dir.), coll. *Thèmes & Commentaires*, Dalloz, 2005, p. 123.
27. *Le droit de visite*, in *Le nouveau droit communautaire du divorce et de la responsabilité parentale*, H. FULCHIRON et C. NOURISSAT (dir.), coll. *Thèmes & Commentaires*, Dalloz, 2005, p. 105.
28. *La reconnaissance et l'exécution des décisions sous l'empire du règlement Bruxelles II bis* : *AJ Famille* 2005, p. 262.
29. *La pratique judiciaire française du droit international privé communautaire de la famille*, in *Le nouveau droit communautaire du divorce et de la responsabilité parentale*, H. FULCHIRON et C. NOURISSAT (dir.), coll. *Thèmes & Commentaires*, Dalloz, 2005, p. 415.
30. *De quelques effets patrimoniaux du divorce en droit international privé communautaire* : Dr. & Patrimoine 2005, n° 136, p. 89.

2004

31. *Les enlèvements d'enfants et le règlement « Bruxelles II bis »*, in *Les enlèvements d'enfants à travers les frontières*, H. FULCHIRON (dir.), Bruylant, 2004, p. 33.
32. *Comment développer les solutions amiables ?*, in *Les enlèvements d'enfants à travers les frontières*, H. FULCHIRON (dir.), Bruylant, 2004, p. 436.

2003

33. *Private International Law Aspects of Non-Marital Unions. Some French Reflections on the Applicable Law* : *Yearbook of Private International Law*, Vol. 5 (2003), p. 191.

2002

34. *Rapport français*, in *Conflit familial, déplacements d'enfants et coopération judiciaire internationale en Europe*, réalisé avec le soutien de la Commission des Communautés européennes et du G.I.P. Mission de recherche Droit et Justice, H. FULCHIRON (dir.), décembre 2002, p. 181.

3. – Fascicules

2011

35. J.-Cl. dr. internat., Fasc. 546-60 (*Couple non marié*), janv. 2011.

2008

36. J.-Cl. dr. internat., Fasc. 542 (*Nom*), avr. 2008.

2007

37. Étude 245 (*Règles de compétence en matière matrimoniale et de responsabilité parentale*) rédigée avec C. NOURISSAT, in Lamy Procédures communautaires, 2007.
38. Étude 265 (*Reconnaissance et exécution des jugements en matière matrimoniale et de responsabilité parentale*) rédigée avec C. NOURISSAT, in Lamy Procédures communautaires, 2007.

4. - Commentaires

2015

39. *Note* sous Cass. 1^{re} civ., 28 janv. 2015 (Mariage homosexuel franco-marocain) : Dr. fam. 2015, comm. 63.

2014

40. *Obs.* sous Cass. 1^{re} civ., 12 févr. 2014 (Changement automatique de loi applicable au régime matrimonial) : JCP N 2014, 1352, n° 3.
41. *Obs.* sous Cass. 1^{re}, 24 sept. 2014 (Régime matrimonial avant le 1^{er} septembre 1992) : JCP N 2014, 1352, n° 2.
42. *Obs.* sous Cass. 1^{re}, 24 sept. 2014 (Le divorce par Khol' du droit marocain devant la Cour de cassation) : Dr. fam. 2014, comm. 173.
43. *Obs.* sous Cass. 1^{re}, 24 sept. 2014 (Applicabilité dans le temps de la Convention de La Haye de 1996) : Dr. fam. 2014, comm. 171.
44. *Formule Recherche* des éléments d'extranéité : Dr. fam. 2014, form. 4.
45. *Obs.* sous Cass. 1^{re} civ., 5 mars 2014 (Compétence en cas d'enlèvement d'enfant) : JCP G 2014, 331.
46. *Obs.* sous Sénat, projet de loi n° 231, 28 janv. 2014 (Consentement à mariage) : JCP G 2104, 225.
47. *Note* sous Cass. 2^e civ., 19 sept. 2013 (Sort des enfants entrés régulièrement en France en même temps que leurs parents) : Dr. fam. 2014, comm. 20.

2013

48. *Obs.* sous CA Chambéry, 22 oct. 2013 (Mariage pour tous : même pour les couples franco-marocains) : JCP G 2013, 1159.
49. *Obs.* sous Cass. 1^{re} civ., 28 mars 2013 (Refus de l'extension de l'instance en exequatur à la nomination d'un notaire afin de liquider le régime matrimonial) : JCP N 2013, 473 ; JCP G 2012, 407 ; JCP N 2013, 1242, n° 8.
50. *Obs.* sous Cass. 1^{re} civ., 21 novembre 2012 (Validité d'un testament conjonctif rédigé à l'étranger) : JCP G 2012, 1298 ; JCP N 2013, 1242, n° 6 ; JCP N 2013, 1134.

2012

51. *Obs.* sous Cass. 1^{re} civ., 12 sept. 2012 (Obligation du juge de l'exequatur de contrôler la régularité internationale de la décision étrangère) : JCP G 2012, 1005.
52. *Obs.* sous Cass. 1^{re} civ., 7 juin 2012 (2 arrêts : Contrariété à l'ordre public de la décision étrangère d'adoption par un couple de personnes de même sexe) : JCP G 2012, 728.
53. *Obs.* sous Cass. 1^{re} civ., 12 avril 2012 (Mutabilité automatique de la loi applicable au régime matrimonial) : JCP G 2012, 537.
54. *Note* sous Cass. soc., 25 janvier 2012 (Groupe de sociétés et détermination de la loi applicable au contrat de travail) : JCP G 2012, 495.
55. *Note* sous CJUE, 4e ch., 13 octobre 2011, aff. C-139/10, Prism Investments BV (L'exequatur d'une décision déjà exécutée dans l'État membre d'origine) : JCP G 2012, 84.
56. *Note* sous Cass. 1^{re} civ., 12 octobre 2011 (Détermination de la loi applicable à un cautionnement d'un contrat d'hébergement d'une personne âgée) : Gaz. Pal. 6-7 janv. 2012, n° 6-7, p. 46.
57. *Note* sous Cass. 1^{re} civ., 9 novembre 2011 (Détermination de la loi applicable à la suppression de la compensation du divorce) : Gaz. Pal. 6-7 janv. 2012, n° 6-7, p. 44.
58. *Note* sous Cass. 1^{re} civ., 26 octobre 2011 (Déplacement illicite de l'enfant *in utero*) : Gaz. Pal. 6-7 janv. 2012, n° 6-7, p. 42.
59. *Note* sous Cass. 1^{re} civ., 23 novembre 2011 (L'office du juge aux affaires familiales en matière matrimoniale) : Gaz. Pal. 6-7 janv. 2012, n° 6-7, p. 37.

2011

60. *Note* sous CA Lyon, 12 sept. 2011 (La détermination du créancier d'aliments au sens de l'art. 5, § 2, du règlement Bruxelles I) : Gaz. Pal. 18-19 nov. 2011, n° 322-323, p. 29.

61. *Note* sous Cass. 1^{re} civ., 1^{er} déc. 2010 (L'eupéanisation de la jurisprudence Simitch) : JCP G 2011, 172.
62. *Obs.* sous Cass. 1^{re} civ., 12 janv. 2011 (2 arrêts : Le Jaf et le divorce international) : JCP G 2011, 74.

2010

63. *Obs.* sous Cass. 1^{re} civ., 20 oct. 2010 (Appréciation du risque grave que le retour de l'enfant ne l'expose à un danger) : JCP G 2010, 1109.
64. *Obs.* sous Cass. 1^{re} civ., 8 juill. 2010 (Conformité à l'ordre public de l'adoption de l'enfant de sa partenaire) : JCP G 2010, 809.
65. *Note* sous CJUE, 1^{er} juill. 2010, aff. C-211/10 PPU, *Povse* (Une nouvelle procédure préjudicielle d'urgence sur les enlèvements intraeuropéens d'enfants) : JCP G 2010, 956.
66. *Note* sous Cass. 1^{re} civ., 23 juin 2010 (La compétence du juge français en matière successorale déduite du renvoi de compétence législative) : JCP N 2010, 1308.
67. *Note* sous Cass. 1^{re} civ., 7 mai 2010 (3 arrêts : Compétence du juge français en matière de loterie publicitaire) : JCP G 2010, 753.
68. *Obs.* sous Cass. 1^{re} civ., 14 avr. 2010 (Précision quant au domaine de l'art. 14 C. civ.) : JCP G 2010, 471.
69. *Note* sous Cass. 1^{re} civ., 20 janv. 2010 (L'exécution provisoire d'une décision de retour d'enfants) : JCP G 2010, 381.
70. *Obs.* sous Cass. 1^{re} civ., 17 fév. 2010 (Binationalité des époux et règlement Bruxelles II bis) : JCP G 2010, 245.
71. *Note* sous Cass. 1^{re} civ., 16 déc. 2009 (Perte de l'exclusivité des articles 14 et 15 du Code civil. Pièce en trois actes) : JCP G 2010, 217.

2009

72. *Obs.* sous Cass. 1^{re} civ., 4 nov. 2009 (2 arrêts : Le nouveau droit marocain de la famille devant la Cour de cassation) : JCP G 2009, 477.
73. *Note* sous Cass. 1^{re} civ., 30 sept. 2009 (La saisine d'un juge étranger après l'introduction d'une procédure de divorce en France n'est pas nécessairement frauduleuse) : JCP G 2009, 439.
74. *Note* sous Cass. 1^{re} civ., 11 mars 2009 (L'accord procédural des époux sur la compensation du divorce) : D. 2009, p. 2084.
75. *Note* sous CJCE, 14 oct. 2008, aff. C-353/06 PPU, *Grunkin-Paul* (Non-reconnaissance dans l'État membre dont il est ressortissant du nom acquis par l'enfant dans son État de naissance et de résidence) : JCP G 2009, II, 10071.

2008

76. *Note* sous CJCE, 11 juill. 2008, aff. C-195/08 PPU, *Rinau* (Force exécutoire de la décision de retour ordonnée par le juge de l'État d'origine) : JCP G 2008, II, 10207.
77. *Obs.* sous Cass. 1^{re} civ., 9 juill. 2008 (L'enlèvement de l'enfant ne fait pas obstacle à la procédure introduite en France) : JCP G 2008, act. 522.
78. *Note* sous CJCE, 29 nov. 2007, aff. C-68/07, *Kerstin Sundelind Lopez* (Le renvoi au droit national prévu à l'article 7 du règlement Bruxelles II bis) : JCP G 2008, II, 10042.
79. *Note* sous CE, ord., 18 déc. 2007 (Le pacte civil de solidarité consulaire devant le Conseil d'État) : JCP G 2008, II, 10013.

2007

80. *Obs.* sous Cass. 1^{re} civ., 10 mai 2007 (3 arrêts : Le juge aux affaires familiales peut se prononcer, au stade de la conciliation, sur la régularité d'une décision étrangère de divorce) : JCP G 2007, act. 242.
81. *Note* sous Cass. 1^{re} civ., 12 déc. 2006 (3 arrêts : La ruée vers le tribunal du divorce) : JCP G 2007, II, 10048.
82. *Note* sous Cass. 1^{re} civ., 28 nov. 2006 (Un droit à une « allocation suffisante » après divorce ?) : D. 2007, p. 280.

2006

83. *Note* sous Cass. 1^{re} civ., 28 mars 2006 (L'empilement des règles de compétence en matière matrimoniale) : JCP G 2006, II, 10133.

2003

84. *Note* sous Cass. 1^{re} civ., 24 sept. 2002 (Le mariage contracté à l'étranger, en état de bigamie, n'a pas d'effet en France) : JCP G 2003, II, 10 007.

2001

85. *Note* sous CJCE, 31 mai 2001 (Le partenariat homosexuel devant le CJCE) : D. 2001, jur. p. 3380, rédigée avec C. NOURISSAT.

86. *Note* sous Grenoble, 6 nov. 2000 (De Vienne à Grenoble en passant par Bruxelles : du mauvais usage des règles de compétence du juge français) : D. 2001, jur. p. 2547.

B. - EN DROIT SOCIAL :

1. - Articles

2013

87. *Le droit à pension de réversion du conjoint homosexuel* : Dr. fam. 2013, dossier 23.

2012

88. *Extension du droit à réversion au partenaire survivant* : AJ Famille 2012, p. 131.

89. *La diversité des prestations à destination familiale* : AJ Famille 2012, p. 126.

2012

90. *Séparation et aides au logement* : AJ Famille 2011, p. 535.

2008

91. *Un droit des grands-parents aux prestations familiales ?* : AJ Famille 2008, p. 154.

92. *Dispositions relative à la branche Famille de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2008* : JCP S 2008, 1055.

2006

93. *Une proposition de loi sur la désignation de l'allocataire des prestations familiales en cas de résidence alternée* : D. 2006, tribune p. 2748.

94. *Rapport italien, in Future Elderly Living Conditions In Europe (FELICIE), rapport remis à la Commission européenne, mars 2006 (21 p.)*.

2005

95. *L'usager du système de santé* : Gérontologie et Société 2005, n° 115, p. 39.

96. *Le droit aux prestations familiales à l'épreuve de la mobilité intracommunautaire* : AJ Famille 2005, p. 380.

2004

97. *La solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées (commentaire de la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004)* : Dr. fam. 2004, étude 24.

2002

98. *L'étranger et l'accès aux soins* : Droit, Déontologie et Soins 2002, p. 137.

2001

99. *La protection de la santé de l'étranger en situation irrégulière* : RD sanit. soc. 2001, p. 241.

2. - Fascicules

2011

100.J.-Cl. divorce, Fasc. 250 (*incidence du divorce sur les prestations sociales et pensions de réversion*), janv. 2011.

3. - Commentaires

2013

101. *Note* sous Cass. Ass. Plén., 5 avr. 2013 (Les prestations familiales pour tous (ou presque...)) : 2 arrêts) : Dr. fam. 2013, comm. 81 ; JCP S 2013, 1366.
102. *Note* sous Cass. 2^e civ., 23 mai 2013 (Date d'ouverture des droits à prestations familiales) : JCP S 2013, 1353.
103. *Note* sous Cass. soc., Cass. 2^e civ., 11 oct. 2012 (Caractère reconnaissant du certificat de contrôle médical délivré par l'OFII) : Dr. fam. 2013, comm. 19.

2012

104. *Note* sous Cass. soc., 23 mai 2012 (Prohibition de discriminations fondées sur l'orientation sexuelle) : JCP S 2012, 1383.
105. *Note* sous Cass. 2^e civ., 13 oct. 2011 (Précisions sur les ressources de l'ex-époux survivant pour bénéficiaire d'une pension de réversion) : Dr. fam. 2012, comm. 20.

2011

106. *Note* sous décision n° 2011-155 QPC, 29 juill. 2011 (Pension de réversion et couples non mariés) : JCP S 2011, 1458 ; Dr. fam. 2011, à paraître.
107. *Note* sous Cass. Ass. Plén., 3 juin 2011 (Requiem pour les enfants étrangers entrés en France en dehors de la procédure de regroupement familial : 2 arrêts) : Dr. fam. 2011, comm. 140 ; JCP S 2011, 1380.
108. *Obs.* sous CEDH, 29 juin 2011, S. c/ France (De l'immunité de juridiction en matière de contentieux prud'homal) : JCP S 2011, act. 279.
109. *Obs.* sous Cass. 2^e civ., 3 févr. 2011 (L'action en dommages-intérêts échappe à la procédure amiable) : JCP S 2011, 1223.
110. *Obs.* sous Cass. 2^e civ., 9 déc. 2010 (La territorialité du droit aux prestations familiales) : Dr. fam. 2011, comm. 26.
111. *Obs.* sous Cass. 2^e civ., 4 nov. 2010 (L'obligation d'information des Caf dans le cadre du règlement (CEE) n° 1408/71) : Dr. fam. 2011, comm. 15.
112. *Note* sous Cass. 1^{re} civ., 17 nov. 2010 (Incidence des prestations familiales sur la contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants) : Dr. fam. 2011, comm. 16.

2010

113. *Note* sous Cass. 2^e civ., 23 sept. 2010 (2 arrêts : La régularité du séjour du réfugié qui demande des prestations familiales) : Dr. fam. 2010, comm. 174 ; JCP S 2010, 1462.
114. *Note* sous Cass. 2^e civ., 3 juin 2010 (La Paje à l'épreuve de la résidence alternée des enfants) : JCP S 2010, 1316 et Dr. fam. 2010, comm. 139.
115. *Note* sous Cass. 2^e civ., 15 avril 2010 (La saga du droit aux prestations familiales des enfants mineurs étrangers) : JCP S 2010, 1303 ; Dr. fam. 2010, comm. 140.
116. *Note* sous Cass. 2^e civ., 11 mars 2010 (Conditions d'accès, par un étranger, au droit aux prestations familiales) : JCP S 2010, 1250.
117. *Note* sous Cass. 2^e civ., 11 mars 2010 (Le congé de paternité n'est (toujours) pas un congé de parentalité) : Dr. fam. 2010, comm. 92 ; JCP S 2010, 1224.
118. *Note* sous Cass. 2^e civ., 10 nov. 2009 (Force majeure et congé de paternité) : Dr. fam. 2010, comm. 12.
119. *Note* sous Cass. 1^{re} civ., 30 sept. 2009 (Retour sur l'incompétence du JAF pour attribuer le droit aux prestations familiales) : Dr. fam. 2010, comm. 11.

2009

120. *Obs.* sous Cass. 2^e civ., 28 oct. 2009 (L'allocation aux adultes handicapés doit être prise en considération pour déterminer les ressources des époux et les besoins de l'épouse) : JCP G 2009, 451.
121. *Note* sous Cass. 2^e civ., 9 avril 2009 (L'accord des parents sur la désignation de l'allocataire des prestations familiales en cas de résidence alternée) : Dr. fam. 2009, comm. 133.
122. *Note* sous Cass. 2^e civ., 11 juin 2009 (La Kafala n'est pas assimilable, même pour le bénéfice de la Paje, à une adoption) : Dr. fam. 2009, comm. 118.
123. *Note* sous Cass. 2^e civ., 23 oct. 2008 (La condition de régularité du séjour de l'allocataire des prestations familiales) : Dr. fam. 2009, comm. 9.

2008

124. *Note* sous CA Bordeaux, 12 juin 2008 (L'exception de nullité du mariage en matière de réversion) : Dr. fam. 2008, comm. 178.
125. *Note* sous Cass. 2^e civ., 3 juill. 2008 (L'allocataire des prestations familiales est celui des parents au foyer duquel vit l'enfant) : Dr. fam. 2008, comm. 162.

126. *Note* sous Cass. 2^e civ., 10 juill. 2008 (Les avantages sociaux du mariage posthume) : Dr. fam. 2008, comm. 149.
127. *Note* sous Cass. 2^e civ., 25 mai 2008 (L'article 89 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 n'est pas rétroactif) : Dr. fam. 2008, comm. 113.
128. *Note* sous CJCE, 1^{er} avr. 2008, aff. C-267/06, *Maruko* (Vers un droit à pension de réversion au profit du partenaire survivant ?) : Dr. fam. 2008, comm. 92.
129. *Note* sous CA Rennes, 30 janv. 2008 (Qui fait l'enfant a droit au congé de paternité) : Dr. fam. 2008, comm. 48.
130. *Note* sous CA Aix-en-Provence, 1^{er} fév. 2007 (Boire, manger, coucher ensemble, c'est reprise de la vie commune ce me semble) : Dr. fam. 2008, comm. 33.

2007

131. *Note* sous Rép. min. Santé, Jeunesse et Sports, n° 02149 (La couverture maladie et maternité des veuves) : JCP S 2006, act. 566.
132. *Note* sous Cass., avis, 8 oct. 2007 (Le (non-)avis n° 0070011P sur le droit des enfants étrangers aux prestations familiales) : Dr. fam. 2007, comm. 211.
133. *Note* sous Cass. 2^e civ., 2 mai 2007 (Le partage d'une pension de réversion entre les épouses survivantes de l'assuré polygame) : Dr. fam. 2007, comm. 182.
134. *Note* sous Cass. 2^e civ., 22 mai 2007 (Les effets du mariage posthume en matière de « succession sociale ») : Dr. fam. 2007, comm. 160.
135. *Note* sous Cass. 2^e civ., 21 déc. 2006 (L'homme, une femme comme les autres) : Dr. fam. 2007, comm. 138.
136. *Note* sous Cass. 2^e civ., 14 mars 2007 (Assouplissement des conditions d'affiliation à l'assurance vieillesse des personnes assumant la charge de leur conjoint handicapé) : Dr. fam. 2007, comm. 137.
137. *Note* sous Cass. 2^e civ., 14 fév. 2007 (2 arrêts : Le droit à réversion des veuves de l'assuré social polygame) : Dr. fam. 2007, comm. 99.
138. *Note* sous Cass. 2^e civ., 17 janv. 2007 (Pluriactivité salariée et congé de paternité) : Dr. fam. 2007, comm. 98.
139. *Note* sous Cass. 2^e civ., 21 déc. 2006 (Fondement de la condition de durée du mariage pour le droit à réversion) : JCP G 2007, II, 10096.
140. *Note* sous TASS Montbéliard, 18 déc. 2006 (2 arrêts : Premières applications des avis de la Cour de cassation du 26 juin 2006) : Dr. fam. 2007, comm. 75.
141. *Note* sous Cass. 2^e civ., 6 déc. 2006 (Les mineurs étrangers, même en situation irrégulière, ont droit aux prestations familiales) : Dr. fam. 2007, comm. 74.
142. *Note* sous Rép. min. n° 85802 (Pour une définition unique de l'isolement) : Dr. fam. 2007, comm. 26.

2006

143. *Note* sous Cass. 2^e civ., 14 sept. 2006 (Retour sur le droit aux prestations familiales des enfants étrangers) : Dr. fam. 2006, comm. 214.
144. *Note* sous Cass. Avis, 26 juin 2006 (La désignation de l'allocataire des prestations familiales en cas de résidence alternée) : Dr. fam. 2006, comm. 181.
145. *Note* sous Cass. 2^e civ., 19 janv. 2006 (Les effets d'un mariage polygame en matière de prestations aux conjoint(s) survivant(s)) : Dr. fam. 2006, comm. 182.
146. *Note* sous Tass Nantes, 20 mars 2006 (Un congé d'homoparentalité ?) : Dr. fam. 2006, comm. 183.
147. *Note* sous Cass. 2^e civ., 20 sept. 2005 (Le droit à pension de réversion du conjoint présumé absent) : Dr. fam. 2006, comm. 104.
148. *Note* sous Art. 89 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (Le droit aux prestations familiales des enfants étrangers : suite et fin ?) : Dr. fam. 2006, comm. 45.
149. *Note* sous Cass. soc., 13 sept. 2005 (La doctrine de la Cour de cassation sur le transfert d'entreprise) : D. 2006, jur. p. 279-282.

2005

150. *Note* sous Cass. 2^e civ., 18 janv. 2005 (Récupération sur succession de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité) : Dr. fam. 2005, comm. 257.
151. *Note* sous CE, 10 août 2005 (Concubinage, mariage et pension de réversion) : Dr. fam. 2005, comm. 256.
152. *Note* sous Cass. 2^e civ., 8 mars 2005 (2 arrêts : Retour sur la notion de séparation de fait) : Dr. fam. 2005, comm. 202.
153. *Note* sous Cass. 2^e civ., 29 sept. 2004 (La maternité n'est pas une maladie) : Dr. fam. 2005, comm. 175.

154. *Note* sous Cass. 2^e civ., 14 déc. 2004 (Une obligation scolaire sans allocation de rentrée) : Dr. fam. 2005, comm. 174.
155. *Note* sous CAA Marseille, 13 sept. 2004 (Le mari d'une bénéficiaire de l'allocation de parent isolé peut-il prétendre obtenir une carte de résident en qualité d'époux d'une Française ?) : Dr. fam. 2005, comm. 94.
156. *Note* sous Cass. 2^e civ., 2 nov. 2004 (L'accident survenu au salarié dans le logement mis à sa disposition par l'employeur bénéficie de la présomption d'imputabilité au travail) : JCP G 2005, II, 10 005 ; JCP E 2005, 450.
157. *Note* sous Cass. 2^e civ., 15 juin et 8 juill. 2004 (Égalité hommes/femmes en matière de prestations sociales) : Dr. fam. 2005, comm. 21.

2004

158. *Note* sous Cass. 1^{re} civ., 12 mai 2004 (Solidarité ménagère et cotisations d'assurance vieillesse) : Dr. fam. 2004, comm. 165.
159. *Note* sous Cass. Ass. plénière, 16 avr. 2004 (Droit aux prestations familiales des étrangers en situation régulière) : Dr. fam. 2004, comm. 135.

2003

160. *Note* sous Cass. soc., 19 déc. 2002 (Le droit d'être ayant droit) : Droit, Déontologie et Soins 2003, p. 350-358.
161. *Note* sous Cass. soc., 28 mai et 10 juill. 2002 (Transaction, licenciement et ordre public) : D. 2003, jur. p. 1464-1467.

2002

162. *Note* sous Cass. soc., 19 juill. 2001 (2 arrêts : Le salarié effectuant une mission a droit à la protection prévue par l'article L. 411-1 du Code de la sécurité sociale pendant tout le temps de la mission) : JCP G 2002, II, 10 070.

C. - EN DROIT DE LA FAMILLE :

2014

163. Filiation, origines, parentalité. L'avis de l'avocat : Dr. fam. 2014, dossier 4.

2013

164. *Obs.* sous Cour EDH, 7 fév. 2013 (Inconventionnalité de la règle transitoire de la loi du 3 décembre 2001) : JCP N 2013, 268.

2004

165. *Note* sous Cass. 1^{re} civ., 9 déc. 2003 (Le concubin n'est pas un conjoint au sens de l'article 832 du Code civil) : JCP G 2004, II, 10 035.

2002

166. *Note* sous Cass. 1^{re} civ., 29 janv. 2002 (L'enfant naturel, un enfant légitime comme les autres) : D. 2002, jur. p. 1938-1942.

IV. - ACTIVITES :

A. - PEDAGOGIQUES :

Cours magistraux à l'Université de Lyon (Lyon 3) (depuis 2003) :

— En Licence :

- Introduction générale au droit (Licence 1)
- Droit des biens (Licence 1)
- Droit des contrats spéciaux (Licence 3)
- Droit du travail (Licence 3)

— En Master :

- Contrats du commerce international (Master 2)

- Droit international privé (Master 1 et Master 2)
- Droit du travail (Master 1)
- Droit de la protection sociale (Master 1 et Masters 2 professionnel et recherche)
- Droit social international et européen (Master 1 et Master 2 professionnel)
- Pour l'IEJ (préparation à l'examen d'accès à l'École des Avocats) :
 - Droit international privé
 - Préparation au Grand oral de droits et libertés fondamentaux
- Pour l'École du Notariat :
 - Droit des contrats spéciaux
 - Droit de la famille

Visiting Professor à l'Université de Laval (7-21 mars 2010)

Missions d'enseignement en Arménie, en Hongrie, au Laos et au Vietnam (depuis 2003)

Formateur pour l'École Nationale de la Magistrature (formations initiale et continue), différents Barreaux (Barreau de Bobigny, Barreau de Lyon...) et Écoles des Avocats (École des Avocats ALIENOR, École des Avocats de la région Rhône-Alpes, École Régionale des Avocats du Grand-Est et École des Avocats Centre Ouest).

B. - SCIENTIFIQUES :

Membre du Comité français de droit international privé

Membre de Trans Europe Experts (TEE)

Membre de European Law Institute (ELI)

Responsable de la chronique Droit social pour la revue Droit de la famille

Membre du comité de lecture de la Revue Droit, Déontologie et Soins (éd. Elsevier)

Direction scientifique de dossiers :

- Prestations à destination des familles : AJ Famille 3/2012 et 4/2012.
- La séparation des couples internationaux : Droit & Patrimoine 5/2009

Membre du Centre de droit de la famille de l'Université de Lyon (Lyon 3)

Membre de la « Law Commission » du projet de recherche FELICIE (Future Elderly Living Conditions In Europe) : le rapport, remis à la Commission européenne en mars 2006, analyse l'avenir des conditions de vie des personnes âgées dans différents pays européens. Le rapport se compose de différents dossiers rédigés par chacun des membres de la « Law Commission »

Pour l'**Institut de Droit International, Secrétaire rédacteur** (session de Bruges, août 2003) et **Coordonnateur des secrétaires rédacteurs** (session de Cracovie, août 2005)

Direction scientifique du Colloque organisé par l'IEJ de Lyon et le Centre de droit de la famille sur :

- Les violences familiales (Lyon, 12 avril 2011) ;
- Les procédures familiales (Lyon, 21 mai 2010) ;
- Le divorce. Aspects de droit international privé (Lyon, 25 juin 2008). Actes publiés à la revue Droit de la famille : Dr. fam. 2008, études 23 à 25.

Directeur de sessions de formation continue pour l'École Nationale de la Magistrature dont :

- Le droit de la filiation (ENM Paris, 24 au 26 nov. 2008) ;
- Le conflit familial à dimension européenne (ENM Paris, 15 au 19 sept. 2008) ;
- Le nouveau droit des enfants en Europe (ENM Paris, 23 au 26 juin 2008).

Direction de thèses :

- Thèse de M. Ernest Octave SABINO sur « L'adoption internationale dans les législations nouvelles des États de l'Afrique de l'ouest francophone (Bénin – Burkina Faso) » (en cours) ;
- Thèse de Mlle Cécile CORSO sur « Le traitement juridique des conflits familiaux transnationaux. Étude comparée France-Maroc » (en cours).
- Thèse de Mlle Constance LONCHAMP sur « Le droit international privé de l'Union européenne en matière familiale » (en cours).
- Thèse de Mlle Pamela GUICHARD sur « L'arbitrage commercial international et les intérêts étatiques » (en cours).

Direction de nombreux mémoires de Master II :

- Master II recherche Droit de la famille (Université Lyon III) ;
- Master II recherche Droit notarial international (Université Lyon III) ;
- Master II recherche Droit privé international et comparé (Université Lyon III) ;
- Master II professionnel Droit des affaires (Université de Saint-Étienne).

Participation aux projets de recherche du Centre de droit de la famille dont :

- La rupture du mariage en droit comparé, réalisé avec le soutien du G.I.P. Mission de recherche Droit et Justice, H. FULCHIRON et F. FERRAND (dir.), en cours.
- Conflit familial, déplacements d'enfants et coopération judiciaire internationale en Europe, réalisé avec le soutien de la Commission des Communautés européennes et du G.I.P. Mission de recherche Droit et Justice, H. FULCHIRON (dir.), décembre 2002 (rédaction du rapport sur la France).
- L'étranger en France, face et au regard du droit, réalisé avec le soutien du G.I.P. Mission de recherche Droit et Justice pour le Ministère de la Justice, H. FULCHIRON (dir.), avr. 1999 (corédaction des contributions « L'annulation du mariage » et « Réflexions sur l'instrumentalisation du droit »). Disponible sur le site Internet de la Documentation française.

Participation à l'organisation des colloques du Centre de droit de la famille :

- L'avènement d'un espace judiciaire européen en matière familiale : Le nouveau règlement (CE) n° 2201/2003 du 27 novembre 2003 dit règlement Bruxelles II *bis* (Lyon, 7 et 8 avr. 2005). Actes publiés aux éditions Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2005
- Les enlèvements d'enfants à travers les frontières (Lyon, 20 et 21 nov. 2003). Actes publiés aux éditions Bruylant, 2004
- Des concubinages, droit interne, droit international et droit comparé (Lyon, 22 et 23 nov. 2001). Actes publiés aux éditions Litec, 2002

Membre de Jurys :

- Membre du Jury du Concours complémentaire d'accès à l'ENM (sept. 2011)
- Président du Jury du CAPA en 2010 (École des Avocats de la Région Rhône-Alpes)
- Membre titulaire du Jury du CAPA (2008-2009 pour l'École des Avocats de la Région Rhône-Alpes)
- Membre de jurys de spécialisation des Avocats : « Droit des relations internationales » et « Droit social » (École des Avocats de la Région Rhône-Alpes)
- Président de jurys de soutenance de mémoire pour l'obtention du Diplôme Supérieur du Notariat (DSN)
- Membre titulaire du jury du Diplôme de l'Institut des Métiers du Notariat de Lyon (depuis 2010)
- Président de jurys de délibération de Master 1
- Membre de jurys du premier cycle de clerc de Notaire (depuis 2009)
- Expert et membres de jurys en matière de validation d'acquis de l'expérience (VAE)
- Membre du Jury du Concours Cassin

C. - ADMINISTRATIVES :

Assesseur du Doyen en charge de l'insertion professionnelle et du plan réussite en licence (depuis 2013)

Membre élu du Conseil National des Universités (Collège 2 : MCF – section 01) en 2010 et en 2014.

Responsable de la préparation CRFPA :

- Directeur-adjoint de l'IEJ de Lyon : direction de la préparation à l'examen d'accès à l'École des Avocats de la région Rhône-Alpes (2006-2013).

École des Avocats de la région Rhône-Alpes :

— **Membre du conseil d'administration de l'École des Avocats** de la région Rhône-Alpes.

— **Trésorier adjoint de l'École des Avocats** de la région Rhône-Alpes.

Responsable d'un diplôme :

— Responsable de la Licence professionnelle des métiers du notariat (2008-2011).

Recrutement des maîtres de conférences :

— Vice-Président du collège d'experts de droit privé (dep. 2013)

— Membre local du Comité de sélection, Université de Lyon (Lyon 3) (dep. 2008)

— Membre extérieur du Comité de sélection, Université Pierre-Mendès-France Grenoble 2 (2009-2010)

— Membre extérieur du Comité de sélection, Université du Sud Toulon-VAR (2010)

— Membre extérieur du Comité de sélection, Université de Bourgogne (2012-2013)

— Membre extérieur du Comité de sélection, Université Bordeaux IV (2012)

D. – INTERVENTIONS DANS DES COLLOQUES ET CONFÉRENCES :

Conseil National des Barreaux : atelier sur les pensions de réversion lors des 7^{èmes} États Généraux du droit de la famille (28 janv. 2011).

Cour de cassation : intervention intitulée « Les instruments internationaux en matière de litiges familiaux transfrontaliers relatifs aux enfants ». Colloque « Le divorce eu Europe » (6 nov. 2014).

Barreau de Lyon : intervention dans un colloque intitulée « Le règlement Bruxelles II *bis* et son environnement interne et international » (13 déc. 2007).

Barreau de Grenoble : intervention dans un colloque intitulée « Le droit français à la rencontre des statuts personnels : des deux rives de la méditerranée » (22 nov. 2011).

Barreau de Seine Saint-Denis :

— Conférence intitulée « Droit comparé de la famille » (12 décembre 2014)

— Conférence intitulée « Conflit familial international » (4 mai 2012)

— Conférence intitulée « Pratique du droit international privé de la famille » (3 juill. 2009).

— Conférence intitulée « Le divorce en droit communautaire » (18 nov. 2005).

École Nationale de la Magistrature : conférences régulières depuis 2003 sur les conflits familiaux internationaux (formations continue et initiale, en France et au Luxembourg).

École Nationale des Greffes : conférence intitulée « Le pacte civil de solidarité en droit international privé » (22 avr. 2002).

Journée d'étude Juris-Classeur : « Actualité du droit communautaire et international de la famille » (30 nov. 2006).

Journée Association Rencontres Notariales Université (ARNU) Lyon : intervention intitulée « Les avantages matrimoniaux en droit international privé » (22 oct. 2010).

Institut d'Études Européennes de l'Université libre de Bruxelles :

— Intervention, avec H. BOSSE-PLATIERE, intitulée « Les relations extérieures de l'Union européenne : l'exemple du droit de la famille ». Colloque « La dimension externe de l'Espace de Liberté, Sécurité et Justice au lendemain de Lisbonne et Stockholm : un bilan à mi-parcours ? » (26 mars 2012).

Centre Notarial de Droit Européen :

— Intervention intitulée « Que doit-on partager ? (Déterminer la masse à partager : techniques, investigations, évaluation...) ». Colloque « Les difficultés du partage dans le divorce en présence de biens situés en France ou à l'étranger » (20 nov. 2014).

— Intervention intitulée « Les limites quant à l'efficacité des partenariats enregistrés ». Colloque « L'union conjugale en Europe : Quelle place pour la volonté ? » (30 mars 2012).

Universidad Complutense de Madrid :

— Intervention intitulée « L’avenir des conventions bilatérales face aux règlements européens applicables en matière familiale (Règlement (CE) n° 2201/2003, Règlement (CE) n° 4/2009 et Règlement (UE) n° 1259/2010). Colloque « VI seminario internacional de derecho internacional privado » (23 mars 2012).

Université de Laval (Québec) :

— Conférence intitulée « Les partenariats enregistrés en droit international privé français » (11 mars 2010).

— Conférence intitulée « La situation juridique des couples non mariés en France » (15 mars 2010).

Université de Lyon (Lyon 3) :

— Intervention intitulée « L’impact de la distribution européenne sur le métier d’intermédiaire ». Colloque « La distribution de l’assurance : une effervescence encadrée » (13 nov. 2014).

— Intervention intitulée « Les propositions de règlement régimes matrimoniaux et partenariat enregistré ». Colloque « Vers un statut européen de la famille ». H. FULCHRION, J.-S. BERGÉ et C. NOURISSAT dir. (21 novembre 2013).

— Intervention intitulée « Le conjoint homosexuel survivant ». Colloque « Du mariage pour tous à la famille homosexuelle ». H. FULCHRION et C. BIDAUD-GARON dir. (31 mai 2013).

— « Les frontières du droit international privé de la famille » (avec M. FARGE), séance du CREDIP (22 mars 2013).

— Intervention intitulée « EIRL et Droit social ». Colloque « Quel avenir pour l’EIRL? », B. MALLET-BRICOUT et W. DROSS dir. (15 janv. 2011).

— Conférence intitulée « L’organisation juridictionnelle française » (31 mai 2010).

— Conférence intitulée « Les effets de la séparation des partenaires : panorama de droit comparé » (28 mars 2008).

— Intervention intitulée « La circulation des couples dans l’espace européen ». Colloque « Mariage-conjugalité, parenté et parentalité : et demain ? », H. FULCHRION dir. (10 mai 2007).

— Intervention intitulée « L’articulation du règlement Bruxelles II bis et des autres règlements communautaires ». Colloque « Le nouveau droit communautaire du divorce et de la responsabilité parentale », H. FULCHRION et C. NOURISSAT dir. (7 avr. 2005).

Université de Montpellier :

— Intervention intitulée « Y a-t-il une place pour la fraude à la loi ? ». Colloque sur « Le tableau du nouveau droit international privé des successions », S. CABRILLAC et C. LISANTI dir. (20 mars 2014).

— Intervention intitulée « Le rôle du notaire dans la séparation du couple en droit international privé ». Colloque sur « Le notaire et la séparation du couple », C. LISANTI dir. (1^{er} juin 2012).

— Intervention intitulée « Droit international privé des sûretés personnelles : vers de nouvelles perspectives ? ». Colloque sur « Le cautionnement : regards croisés », S. CABRILLAC dir. (7 fév. 2008).

— Intervention intitulée « La résidence alternée : Perspectives de droit comparé et de droit international privé ». Colloque sur « La résidence alternée », C. ALBIGES dir. (7 déc. 2007).

Université Nancy 2 :

— Intervention intitulée « L’articulation des règlements Bruxelles II bis, Rome III et 4/2009 (Obligations alimentaires) et le Protocole de la Haye du 23 novembre 2007 ». Colloque sur « Le droit communautaire et la famille dans l’Union européenne », G. VONFELT dir. (22 oct. 2012).

Université Montesquieu Bordeaux IV :

— Intervention intitulée « Les déplacements d’enfants ». Colloque sur « Les mineurs et les droits européens », A. GOUTTENOIRE dir. (22 oct. 2010).

— Intervention intitulée « La loi applicable aux effets patrimoniaux des partenariats enregistrés ». Colloque sur le « Droit patrimonial européen », É. FONGARO dir. (25 janv. 2013).

Université de Pau et des Pays de l’Adour :

— Intervention intitulée « Le Règlement n° 2201/2003 du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l’exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale ». Colloque sur « La réception des règlements européens en droit de la famille », J.-J. LEMOULAND dir. (27 juin 2014).

A Lyon, le 12 mars 2015.